

Résolution sur la détention arbitraire de Javier Marañón Montero et David Rodríguez Ballesta, citoyens de l'Union, en Guinée équatoriale

2025/2904(RSP) - 09/10/2025 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la détention arbitraire des citoyens européens Javier Marañón Montero et David Rodríguez Ballesta en Guinée équatoriale.

Le texte adopté en plénière a été présenté par les groupes PPE, S&D, ECR, Renew et Verts/ALE.

Les citoyens espagnols Javier Marañón Montero et David Rodríguez Ballesta ont été arrêtés à Malabo en janvier 2025 dans le cadre d'un projet de télévision numérique qui a échoué. Le 7 avril 2025, ils ont été transférés à la prison de Black Beach, connue pour ses conditions inhumaines et ses violations systématiques des droits de l'homme.

Leur détention a tendu les relations entre l'Espagne et la Guinée équatoriale, notamment en raison de l'entrave à l'accès consulaire et de l'isolement punitif qui a suivi l'interception illégale de conversations privées avec des diplomates espagnols. Les deux détenus se sont vu refuser l'accès à un avocat et tout contact avec leur famille. La santé de M. Montero se serait détériorée en raison d'une grève de la faim.

Le Parlement a fermement condamné les cas répétés de conditions de détention inacceptables et de mauvais traitements infligés aux prisonniers en Guinée équatoriale. Il les a considérés comme une violation flagrante du droit international relatif aux droits de l'homme et a appelé les autorités à prendre des mesures immédiates et inconditionnelles, notamment la levée de la détention provisoire, afin de garantir le bien-être de M. Montero et M. Ballesta et le respect de leurs droits, y compris le droit à un procès équitable, l'accès aux soins médicaux et à un conseil juridique.

Il a également exprimé sa préoccupation face à la subordination judiciaire de la Guinée équatoriale au régime, aux violations persistantes des droits de l'homme et à la corruption systémique en Guinée équatoriale sous le régime du président Teodoro Obiang Nguema.

La résolution a appelé à intensifier les efforts diplomatiques concernant leurs cas et a demandé à la Guinée équatoriale de signer l'accord de Samoa afin d'améliorer la coopération internationale et le respect des droits de l'homme.